



CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

**Intervention du groupe sur l'engagement de
la Région Centre dans la construction européenne**

Intervention de Françoise Winckler

La construction européenne joue un rôle majeur dans la vie de nos concitoyens. Chaque jour, toute nouvelle décision européenne a un impact direct sur la politique nationale, régionale et départementale. L'Europe doit être un bel outil pour s'attaquer aux grands défis de notre temps, pour améliorer la vie des européens, pour répondre aux défis énergétiques et écologiques, pour contrecarrer la spirale spéculative et la marchandisation de l'économie, et peser pour une autre mondialisation, de paix et de partage. Or, il apparaît que l'écart se creuse entre l'Europe et les peuples.

Alors que de plus en plus d'Européens pensent que l'Europe va mal et que les choses doivent changer, l'ensemble des dirigeants actuels ne propose aucune perspective d'avenir.

La situation de crise financière mondiale dans laquelle nous nous trouvons est d'une extrême gravité et elle ne réjouit personne. C'est l'avenir de nos concitoyens dont il est question, de leur pouvoir d'achat, de leur emploi, de leur épargne.

Il semble important d'évoquer cette crise car elle met en lumière les dysfonctionnements graves de cette économie de marché. De fait, si cette crise a pour origine les Etats-Unis, la Banque Centrale Européenne a une responsabilité particulière dans la propagation et le développement de la bulle financière. Le traité européen de Lisbonne, adopté cet été au congrès, lui a confié deux missions « sacrées » : la lutte contre l'inflation avec une pression constante sur les salaires pour limiter leur hausse, assurer la stabilité du système bancaire européen, quel qu'en soit le prix, quitte à alimenter une spéculation de plus en plus effrénée.

Sous couvert d'indépendance, la BCE ne s'est révélée au final qu'un servile défenseur des marchés financiers. Cette crise ouvre à nouveau le débat sur la banque centrale européenne, de son statut et de son rôle pour garantir aux citoyens leur avenir. Au lieu de servir les services financiers, ne devrait-elle pas jouer un rôle déterminant pour orienter l'argent vers l'économie socialement efficace : celle qui garanti la sécurisation de l'emploi, la promotion de la formation, développe les services publics, donne toute sa place à la recherche et au développement, respecte les entreprises publiques et l'intérêt général, et fait prévaloir la coopération sur la guerre économique.

C'est dans ce cadre que la politique régionale de la commission européenne repose. C'est-à-dire sur une stratégie d'inspiration libérale pour instaurer une plus grande « compétitivité » des régions.

Notre collectivité se voit donc proposer un double choix dans son engagement sur la construction européenne : profiter des financements de l'Union européenne pour redynamiser les territoires ou bien pour élaborer une logique de compétitivité entre nos territoires.

Ce dernier choix n'est pas celui des élus communistes, et ce n'est pas celui engagé par notre majorité.

Le Conseil régional a développé un axe fort pour que le territoire régional et ses habitants restent les grands bénéficiaires de ces fonds versés par l'Europe. Les différents instruments financiers proposés, le FEDER, le FSE ou encore le FAEDER, permettent à notre collectivité d'engager de grands projets structurants. L'électrification de la ligne Tours-Vierzon, la Loire à vélo, le CREPS à Bourges sont autant de projets qui ont été engagés, avec l'apport de fonds européens, par notre collectivité pour ainsi répondre aux besoins des habitants. Dès le départ, la majorité de gauche de la Région a revendiqué d'être actrice dans la mise en œuvre de ces fonds.

Il convient aujourd'hui d'aller encore plus loin dans nos projets. Il nous faut sensibiliser et mobiliser d'avantage encore les acteurs afin d'être plus actifs dans la construction européenne et afin d'utiliser à bon escient la quasi-totalité des fonds qui nous sont délégués. Néanmoins, la baisse des fonds structurels ne peut que nous inquiéter quant à nos projets et à nos engagements pour l'avenir d'autant qu'aucune compensation des pouvoirs publics ne sera à prévoir.

L'utilité de ces fonds n'est donc plus à démontrer car les besoins des citoyens sont de plus en plus importants. Et il ne faudrait pas que l'état s'imagine être dédouané de ses engagements malgré les efforts faits par la région pour utiliser les fonds européens en faveur des populations et des territoires.